

MARCHE PUBLIC D'ÉTUDES**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)****CCAP n° DDT87/SUH/UL/25-02*****Maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur***

ÉTAT – Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne
22 rue des pénitents blancs
87000 LIMOGES

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne

Objet de l'accord-cadre

Réalisation de diagnostics d'insalubrité pour des locaux dégradés à usage d'habitation
dans le cadre d'expertises technico-financières

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	<u>3</u>
1-1. Objet de l'accord-cadre.....	<u>3</u>
1-2. Description de l'accord-cadre.....	<u>3</u>
1-3. Durée de l'accord-cadre.....	<u>3</u>
1-4. Définition des parties contractantes.....	<u>3</u>
1-5. Point de départ du délai de réalisation.....	<u>4</u>
1-6. Passation des commandes.....	<u>4</u>
1-7. Contenu de la mission.....	<u>4</u>
1-8. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>4</u>
1-9. Assurances.....	<u>4</u>
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	<u>4</u>
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	<u>5</u>
3-1. Variation dans les prix.....	<u>5</u>
3-2. Règlement des comptes.....	<u>6</u>
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.....	<u>7</u>
4-1. Délais d'exécution.....	<u>7</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>7</u>
ARTICLE 5. APPROBATION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	<u>7</u>
5-1. Approbation ou accord des documents présentés.....	<u>7</u>
5-2. Résiliation.....	<u>8</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre concerné par le présent CCAP est un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet les missions de diagnostic, avis sur la nature des travaux et contrôle des locaux après travaux dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et les risques électriques, prévues par l'article L 1134 du code de la santé publique.

Ces missions sont décrites dans le cahier des charges.

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article 14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

Les logements ou immeuble concernés par ces diagnostics et contrôles seront communiqués au entrepreneur au fur et à mesure des signalements de cas où des mesures d'urgence contre le saturnisme et les risques électriques doivent être prises.

Il n'est pas possible d'estimer le nombre de diagnostics et de contrôle qui seront demandés au titulaire.

1-2. Description de l'accord-cadre

Ce marché est passé en lot unique.

Montant minimum d'achat annuel : 0 €

Montant maximum d'achat annuel : 30 000 € HT

1-3. Durée de l'accord-cadre

La durée d'exécution du marché public est de un an reconductible 2 fois, sur tacite reconduction à compter de la notification de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire avec un préavis de 1 mois avant la date d'échéance.

1-4. Définition des parties contractantes

Les parties contractantes sont :

d'une part :

la Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne
et d'autre part :

le titulaire dont la soumission aura été approuvée, désignée dans les documents par l'expression « le titulaire ».

1-5. Point de départ du délai de réalisation

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et sa notification vaut date d'engagement du diagnostic visé par le bon de commande.

1-6. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le chef de service urbanisme habitat

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 24 heures par retour de mail.

Chaque bon de commande précise :

- l'objet et le contenu de la mission
- le délai de réalisation de la mission,
- l'imputation de la dépense
- le décompte du prix
- le coût de la mission
- les conditions de règlement

1-7. Contenu de la mission

Le contenu de la mission est détaillé dans le cahier des charges.

1-8. Décomposition en tranches et en lots

Sans objet

1-9. Assurances

L'opérateur doit contracter une assurance garantissant sa responsabilité professionnelle pour le type de missions, objet du présent accord-cadre. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre aux frais et aux risques du titulaire.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles (CCAG-PI 2021), les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- l'acte d'engagement
- le cadre de bordereau de prix
- le présent cahier des clauses administratives particulières
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes éventuelles
- les bons de commande qui seront délivrés au fur et à mesure des besoins

B - Pièces générales

Le document applicable est :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 4 avril 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES **VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

3-1. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-1.1. Les prix sont fermes et actualisables

3-1.2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres..

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-1.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre est :

Ingénierie (base 100 en janvier 1973)

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

3-1.4. Modalités d'actualisation

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre soit postérieure à plus de 3 mois au mois zéro d'établissement des prix

$$C_n = I_d - 3 / I_0 - 3$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_d = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

3-2. Règlement des comptes

3-2.1. Avance

Il n'est prévu le versement d'une avance pour les bons de commande car le montant des prestations à réaliser est inférieur au seuil prévu à l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

3-2.2. Décompte

Le règlement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre fera l'objet d'un acompte par bon de commande, à l'achèvement des missions confiées au titulaire par la direction départementale des territoires de la Haute-Vienne.

Les règlements s'effectueront sur présentation d'une demande de paiement envoyée selon le rythme défini précédemment.

Le titulaire adressera ses factures en dématérialisé sur CHORUS FORMULAIRE en vue de leur traitement.

Le montant de chaque demande de paiement relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant dans le bordereau des prix.

3-2.3. Délai de paiement

Le délai global de paiement des décomptes est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire auxquelles s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception du projet de décompte par le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

4-1. Délais d'exécution

Il est fait application de l'article 13.1.2 du CCAG-PI 2021 concernant le démarrage de décompte des délais d'exécution des prestations. Les délais alloués à chaque élément de mission sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Tâche	Délai	Point de départ du délai
Réalisation du diagnostic et remise du rapport	15 jours	À partir de la notification du bon de commande
Contrôle après travaux et remise du rapport	15 jours	À partir de la notification du bon de commande

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Elles s'appliquent pour chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI 2021, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité journalière fixée à 50 €.

ARTICLE 5. APPROBATION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

5-1. Approbation ou accord des documents présentés

5-1.1. Présentation des documents

Il est fait application de l'article 13.1.2 du CCAG-PI 2021.

5-1.2. Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis à la DDT en un exemplaire papier et un exemplaire sous format PDF. Ce fichier devra être adressé par mail à l'adresse suivante :

herve.laspougeas@haute-vienne.gouv.fr

5-1.3. Délai d'approbation des documents

Il sera fait application des articles 28 et suivants du CCAG-PI 2021.

5-2. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG -PI 2021.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévues ci-dessus emporte résiliation de l'accord-cadre sans indemnité.

